



Numéro 243, 18 février 2013

## Nouvelles du marché du carbone

### Le prix européen du carbone tend vers zéro

Le cabinet d'analystes *Thomson Reuters Point Carbon* qualifie la chute continue des prix mondiaux du carbone de « dramatique » et « durable ». De plus, selon ces mêmes analystes, les chances de récupération des prix dans un avenir proche restent extrêmement minces.

La société a publié des données montrant que, pour 2012, le volume de carbone échangé dans le monde a augmenté de 28 % à 10,7 Gt, alors que la valeur du marché a chuté de 35 %. Cette chute s'explique par l'effondrement des prix des droits d'émission dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE) de l'Union européenne (UE) et ceux des crédits compensatoires du Mécanisme pour un développement propre (MDP). *Bloomberg New Energy Finance* confirme cette analyse en estimant que la valeur du marché s'est contractée de plus de 61 milliards d'euros l'an dernier.

La relance du marché dépend de la volonté politique de prendre des mesures, soit par le retrait de droits d'émission du marché, soit par un changement structurel à long terme du marché du carbone. Anders Nordeng, analyste principal chez *Thomson Reuters Point Carbon*, estime qu' : « Il n'y a pas la volonté politique de s'attaquer au problème, et jusqu'à ce que la volonté politique soit là, la chute des prix va continuer ».

Toutefois, les analystes estiment que le marché global a entamé une nouvelle lancée ces dernières années avec notamment la mise en place de nouveaux systèmes de plafonnement et d'échange des droits d'émission en Amérique du Nord et en Asie.

Le volume du marché du carbone américain, qui est basé sur une poignée de systèmes régionaux d'échange de droits d'émission, a augmenté de 30 % et sa valeur globale atteint 575 millions d'euros. Le marché devrait continuer à croître cette année, car la Californie et le

Québec ont mis en œuvre un marché réglementé grâce à un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission. Étant donné que le marché californien n'est pas lié au SCEQE, il n'est donc pas affecté par la surabondance de crédits en Europe.

*Pour en savoir plus :*

<http://uk.reuters.com/article/2013/02/07/usa-carbon-trading-idUKL1N0B6LWA20130207>

<http://www.guardian.co.uk/environment/2013/feb/07/european-carbon-price-zero>

<http://www.businessgreen.com/bg/news/2233574/carbon-traders-deliver-record-activity-during-2012-but-market-value-plummets>

## **Le RGGI : un modèle pour le SCEQE**

Alors que les prix du SCEQE s'effondrent, un système efficace aux États-Unis vient de fixer des cibles de réduction des émissions encore plus ambitieuses. Le *Regional Greenhouse Gas Initiative* (RGGI), un marché de plafonnement et d'échange de droits d'émissions régional de la côte Est des États-Unis, qui comprend neuf États membres, y compris New York, le Maine et le Massachusetts, est en bonne santé.

Il vient de proposer une réduction de 45 % du nombre de quotas d'émissions répartis entre les fournisseurs d'électricité, qui sont pour l'essentiel des entreprises de services publics. Ces entreprises seront donc concernées par une diminution de 45 % des droits d'émission qui leur sont alloués pour respecter leurs objectifs. Tous les revenus générés sont réinvestis dans les programmes d'efficacité énergétique afin de réduire le coût de l'énergie dans cette partie du pays où les factures sont historiquement élevées.

Les propositions du RGGI établiraient également une possibilité de réduire annuellement le nombre de quotas en circulation de 2,5 % par an. Si les prix devenaient trop élevés, le système permettrait ainsi de réinjecter un certain nombre de crédits dans le marché pour protéger les entreprises participantes.

*Pour en savoir plus :*

<http://www.rtcc.org/us-carbon-market-a-model-for-struggling-eu-ets/>

<http://uk.reuters.com/article/2013/02/07/usa-carbon-trading-idUKL1N0B6LWA20130207>

<http://www.rggi.org>

## Nouvelles du MDP

### Perspectives de financement des PoA par la Fondation « L'avenir des marchés du carbone »

La Fondation « L'avenir des marchés du carbone » a été créée en décembre 2011 dans le but de montrer que des programmes d'activités du MDP (PoA en anglais pour Program of Activities) peuvent permettre d'augmenter les investissements de protection du climat au-dessus du seuil de viabilité économique dans les conditions du marché du pays d'accueil. Les PoA permettraient donc d'encourager l'investissement privé dans les pays en développement. La Fondation finance le lancement des programmes d'activités qui constituent des exemples de bonnes pratiques pour le respect des critères de financement de la Fondation.

Une des principales préoccupations de la Fondation est d'atteindre des potentiels de réduction des émissions jusque-là inexploités. Cela peut être de nature géographique en soutenant la répartition équitable des projets MDP dans les régions les moins favorisées, mais cela peut également impliquer la mise en œuvre de solutions technologiques innovantes ou l'intégration des parties prenantes de la société civile précédemment négligées.

Compte tenu des nombreuses incertitudes sur le marché du carbone à ce jour, la Fondation vise également à soutenir les activités qui présentent des approches novatrices pour la conception de nouveaux instruments de financement pour le climat et qui présentent ainsi des exemples de bonnes pratiques pour la conception future du marché du carbone. Toute activité qui demande des financements en vertu de la Fondation doit faire preuve d'un fort potentiel de génération de réduction d'émissions durables.

La Fondation a récemment chargé la banque allemande KfW de mettre en œuvre l'objectif de financement. Les promoteurs de projets sont donc invités à soumettre des demandes de financement pour des activités qui répondent à ces critères de financement.

*Pour en savoir plus :*

<http://www.carbonmarket-foundation.org/>

<http://www.carbonmarket-foundation.org/funding-guidelines--submitting-an-application>

### **Le Conseil exécutif du MDP approuve le plan visant à améliorer le MDP**

Le Conseil exécutif du MDP s'est réuni à Bonn, en Allemagne, pour sa 71<sup>e</sup> réunion pour discuter des suggestions recueillies auprès des parties prenantes sur l'extension de son rôle. Le Conseil exécutif du MDP a approuvé un plan d'affaires de deux ans visant à assurer un

avenir au MDP qui est confronté à de nouvelles initiatives de réduction des émissions et à la baisse drastique de la demande.

Le plan d'affaires et le plan de gestion décrivent une série de mesures destinées à :

- fournir de la simplicité et de la prévisibilité au fonctionnement du MDP
- garantir l'intégrité des unités de réduction certifiée des émissions (URCE)
- s'assurer que le MDP apporte une contribution croissante à l'atténuation des changements climatiques et au développement durable
- étendre la portée géographique du MDP
- promouvoir l'utilisation
- préserver la réputation du MDP en tant que mécanisme pour un développement sobre en carbone

Parmi les projets approuvés par le Conseil exécutif, des centres de collaboration régionaux ont été lancés en coopération avec les centres existants et les organismes qui ont un intérêt commun, pour accroître le nombre de projets MDP, en particulier dans les régions sous-représentées.

« Il est maintenant temps d'investir dans le MDP, en particulier dans les régions sous-représentées, et d'amener le mécanisme à travers cette période difficile à devenir un outil encore plus efficace pour lutter contre les changements climatiques et stimuler le développement », a déclaré Hugh Sealy, qui a été élu vice-président à la réunion.

Lors de la réunion, qui a été consacrée aux questions stratégiques, le Conseil exécutif a également commencé ses travaux sur l'examen des modalités et procédures, demandé par les Parties lors de leur dernière rencontre en décembre à la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Doha, au Qatar.

*Pour en savoir plus :*

[http://cdm.unfccc.int/CDMNews/issues/issues/1\\_GMYCOXSK9JDPPL8W075PJFZDP4N2L3/vie/newsitem.html](http://cdm.unfccc.int/CDMNews/issues/issues/1_GMYCOXSK9JDPPL8W075PJFZDP4N2L3/vie/newsitem.html)

<http://cdm.unfccc.int/EB/index.html>

## **Dossier thématique**

### **Le MDP dans le monde post-2012**

Le marché du carbone basé sur les mécanismes de projet est-il amené à se désintégrer face au développement des systèmes nationaux de plafonnement et d'échange de droits d'émissions?

Dans le monde entier, de nouveaux systèmes d'échange de droits d'émissions sont lancés sans uniformité internationale pour les certificats d'échange, comme le MDP.

Indépendamment du processus de réforme du MDP et de l'élaboration de nouveaux mécanismes multilatéraux de marchés, l'UE, le Japon et, dans une moindre mesure, la Nouvelle-Zélande, resteront les principales sources de demande potentielle pour les URCE pour la période 2012-2015.

La demande potentielle de l'UE est cependant relativement limitée, et elle sera grandement influencée par d'éventuelles décisions politiques en ce qui concerne le retrait ou le gel de quotas du marché, et un objectif plus ambitieux de réduction des émissions. Dans les conditions actuelles, CDC Climat a estimé le montant cumulé maximal de crédits pouvant être utilisés dans le SCEQE sur la période 2008-2020 à environ 1,6 milliard d'euros. Les analystes prévoient également que le MDP et la Mise en œuvre conjointe (MOC) offriront cette même quantité de crédits en 2013-2014, période au cours de laquelle les prix des URCE et des unités de réduction des émissions (URE) devraient chuter proche de zéro.

Les considérations politiques du Japon en ce qui concerne la période post-2012 restent à déterminer, avec comme variable majeure l'éventuelle révision de l'objectif de réduction de 25 % pour 2020. La demande d'URCE peut également être réduite si les mécanismes bilatéraux de marché (BOCM en anglais pour Bilateral Offset Credit Mechanism) sont éligibles pour contribuer à l'objectif de réduction japonais.

À partir de 2015, il est raisonnable de s'attendre à une demande supplémentaire de l'Australie. Toutefois, une nouvelle décision de limiter l'utilisation des unités du Protocole de Kyoto à 12,5 % des obligations des entreprises limitera la demande australienne pour les URCE alors qu'il était attendu que les unités du Protocole de Kyoto puissent être utilisées à hauteur de 50 % des obligations des entreprises. Quant à la Corée du Sud, selon l'annonce de l'autorité climatique sud-coréenne (PCGG en anglais pour Presidential Committee on Green Growth), il est plus probable de s'attendre à une demande de crédits compensatoires internationaux de la part de la Corée du Sud à partir de 2020.

L'approche californienne, pilotée par le Californian Air Resources Council, reste axée sur la reconnaissance mutuelle des éventuels crédits compensatoires développés par ses partenaires de la Western Climate Initiative (WCI). En dépit des mouvements entrepris par l'administration de l'ancien gouverneur Schwarzenegger qui souhaitait une ouverture du système à l'échelle internationale et vers l'acceptation de crédits sectoriels dans le secteur forestier en dehors des États-Unis et du Canada, il est peu probable que les partenaires de la WCI intègrent les URCE à leur système dans un avenir proche.

Par conséquent, à moins qu'une importante source de demande se développe à moyen terme, par exemple grâce à l'augmentation des cibles de réduction des émissions des pays, au retrait ou au gel de quotas pour les systèmes acceptant les URCE ou encore à l'ouverture au MDP pour les systèmes qui lui sont fermés, le prix des crédits MDP est amené à ne pas augmenter d'ici à 2020.

Pour en savoir plus :

[http://www.dehst.de/SharedDocs/Downloads/EN/Publications/Discussion-Paper\\_CDM.pdf?\\_\\_blob=publicationFile](http://www.dehst.de/SharedDocs/Downloads/EN/Publications/Discussion-Paper_CDM.pdf?__blob=publicationFile)

<http://www.eldis.org/go/display&type=Document&id=63642#.URkAnqW79Gh>

<http://www.emissions-euets.com/cers-erus-market-as-from-2013>

<http://cdm.unfccc.int/faq/index.html>

[http://www.cdcclimat.com/IMG/pdf/12-05\\_climate\\_brief\\_no13\\_-\\_supply\\_demand\\_for\\_cer\\_eru\\_in\\_the\\_ets.pdf](http://www.cdcclimat.com/IMG/pdf/12-05_climate_brief_no13_-_supply_demand_for_cer_eru_in_the_ets.pdf)

## Sélection de rapports d'intérêt et de sources d'information utiles

- Un nouveau rapport rédigé par le Fridtjof Nansen Institute (FNI) dissèque les critiques les plus fréquentes sur le MDP, voir <http://www.fni.no/climatepolicy/perspectives/FNICPP-08.html>
- Nouveau rapport de *Climate Strategies* sur les marchés du carbone : les leçons apprises et les perspectives, voir <http://www.climatestrategies.org/research/our-reports/category/63/370.html>
- Le Conseil exécutif du MDP lance un appel à experts pour siéger en tant que membres du panel d'accréditation du MDP, du Groupe sur les méthodologies, du Groupe de travail à petite échelle et du Groupe de travail sur le boisement et le reboisement, voir <https://cdm.unfccc.int/Panels/index.html>
- Une infographie de *The Institute of International and European Affairs* (IIEA) explore cinq scénarios clés pour l'Europe afin que celle-ci atteigne ses objectifs de 2050 de réduction des émissions, voir <http://www.iiea.com/blogosphere/eu-energy-roadmap-2050-infographic>

## Projets et programmes d'activités du MDP sur le site de la CCNUCC (mise à jour le 18 février 2013)

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC : 4,8 milliards de tCO<sub>2</sub>éq. attendues d'ici fin 2015 et 7,6 milliards de tCO<sub>2</sub>éq. attendues d'ici fin 2020
- Projets soumis pour enregistrement : 543 (3 793 834 tCO<sub>2</sub>-éq/an)
- Projets enregistrés : 6299 (2,19 milliards de tCO<sub>2</sub>éq/an et 4,22 milliards de tCO<sub>2</sub>éq attendues d'ici fin 2015), dont 448 dans des pays membres et observateurs de l'OIF :
  - Afrique : 2 au Cameroun, 4 en Côte d'Ivoire, 13 en Égypte, 1 au Ghana, 3 à Madagascar, 1 au Mali, 2 à Maurice, 8 au Maroc, 2 en République Démocratique du Congo, 4 au Rwanda, 4 au Sénégal, 4 en Tunisie
  - Amérique latine : 19 en République dominicaine, 11 en Uruguay

- Asie- Pacifique : 8 au Cambodge, 4 au Laos, 97 en Thaïlande, 214 au Vietnam
  - Europe et Asie centrale : 3 en Albanie, 3 en Ancienne République yougoslave de Macédoine, 6 en Arménie, 1 en Bosnie-Herzégovine, 9 à Chypre, 5 en Géorgie, 4 en Moldavie, 5 en Serbie
  - Moyen-Orient : 10 aux Émirats Arabes Unis et 1 au Qatar
- Programmes d'activités : 101 enregistrés, 7 programmes en cours de validation
  - URCE émises pour les MDP : 1 203 289 777
  - URCE émises pour les PoA : 48 810
  - Méthodologies pour les projets de grande ampleur : 110 approuvées (21 consolidées) dont 2 pour les grands projets Bois/Reboisement (1 consolidée)
  - Méthodologies pour les projets de faible ampleur : 89 approuvées dont 2 pour les petits projets Bois/Reboisement
  - Prix de l'URCE : 0,12 € (Spot) et 0,33 € (décembre 2013)
  - AND (Autorité nationale désignée) notifiées : 160 dont 128 situées en pays non Annexe I
  - 41 EOD (Entité opérationnelle désignée) accréditées
  - Nombre de pays visés à l'Annexe I ayant une Autorité nationale désignée : 32 dont 15 pays membres et observateurs de l'OIF
  - Nombre de pays non visés à l'Annexe I ayant une Autorité nationale désignée : 128 dont 54 pays membres et observateurs de l'OIF
  - 38 pays n'ont pas d'Autorité nationale désignée dont 29 pays non visés à l'Annexe I et 14 pays membres et observateurs de l'OIF
  - Nombre d'Entités opérationnelles désignées ayant un bureau dans un pays visé à l'Annexe I : 26 (Espagne, Japon, Canada, France, Allemagne, Royaume-Uni, Norvège, Italie, Suisse et Turquie)
  - Nombre d'Entités opérationnelles désignées ayant un bureau dans un pays non visé à l'Annexe I : 15 (Afrique du Sud, Chine, Inde, Colombie, Corée du Sud et Malaisie)

## Les événements à venir

- du 18 au 22 février 2013, Nairobi (Kenya) : 27<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement
- les 20 et 21 février 2013, Genève (Suisse) : Réunion CEE du groupe restreint de projets pilotes sur les changements climatiques
- le 28 février 2013, New York (États-Unis) : 1<sup>ère</sup> réunion du Groupe de travail ouvert chargé d'élaborer les Objectifs du développement durable (ODD)
- du 3 au 14 mars 2013, Bangkok (Thaïlande) : 6<sup>e</sup> Conférence des Parties de la CITES
- du 5 au 8 mars 2013, Bonn (Allemagne) : 2<sup>e</sup> réunion du Comité pour l'adaptation

**Nouvelles Francophones du marché du carbone et du MDP est un bulletin bimensuel édité par l'IFDD dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat pour le MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal. Les bulletins sont rédigés par ÉcoRessources Inc. (<http://www.ecoressources.com/>) pour le compte de l'IFDD.**

**Pour s'abonner au bulletin : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>**

**Vous pouvez écrire à l'animateur du réseau Initiative francophone de partenariat pour le MDP à : [initiative-mdp-animateur@mediaterre.org](mailto:initiative-mdp-animateur@mediaterre.org)**